

PCF

Parti Communiste Français



L'Humain d'abord

**Lettre d'information de militant-e-s de Haute-Savoie du PCF
Semaines du 21 octobre au 3 novembre 2013 – n°135**

Une pleine capacité d'initiative

Chaque adhérent-e ou groupe d'adhérent-e-s, chaque instance locale, départementale et nationale du Parti peut prendre toutes les initiatives utiles à la mise en œuvre du projet des communistes. (extrait des statuts du Parti Communiste Français)

Le trop déjà trop... Jean-Emmanuel Ducoin

Les heures de grandes trahisons en disent toujours autant sur ceux qui les assument que sur le moment où elles sont commises. Un jour sans doute, dans les futurs manuels de sciences politiques, des historiens s'interrogeront pour savoir comment des élus socialistes et ministres socialistes soutenus par un président socialiste ont pu à ce point mépriser les plus démunis à l'instar des plus droitistes sarkozystes et se revendiquer encore de Jaurès, la main sur le cœur et l'écharpe rouge en bandoulière...

En politique il n'y a jamais de hasard. Les conditions d'expulsion de Léonarda, cette collégienne rom du Doubs soustraite de force à une sortie scolaire, ont quelque chose d'ignoble qui illustre, mieux que toute considération philosophique, la pourriture du climat actuel et l'état de détérioration du minimum de valeurs requises pour se prétendre acteur – et défenseur qui plus est – du Pacte républicain en tant qu'idéal majuscule.

Rarement la politique n'a été aussi «déhistorisée» qu'aujourd'hui, comme si un certain mépris pour le peuple et une certaine indifférence pour l'histoire entretenaient un rapport direct. Une preuve? Croyez-le ou non, mais avant de recevoir son aller simple pour le Kosovo avec toute sa famille, la petite Léonarda a été arrêtée sur le parking du collège Lucie-Aubrac. Ainsi vivons-nous le temps des symboles eux-mêmes ignorés, quand ils ne sont pas piétinés. Inutile d'imaginer ce que la grande dame en aurait dit. Elle aurait été à nos côtés, une fois encore, pour exprimer avec nous notre honte pour tous ceux qui, de près ou de loin, ont collaboré à cette arrestation. Notre consternation est immense devant ce gouvernement qui ne respecte décidément plus rien et se permet d'associer le nom d'une résistante à une enfant expulsée pendant ses activités scolaires. Besson et Hortefeux ont trouvé leur successeur en indignité. Il s'appelle Manuel Valls. Mais que fait-il encore place Beauvau?

Déjà, nous devinons la lâcheté à venir: trouver le lampiste de service, probablement le préfet du Doubs, qui a donné l'autorisation pour cette opération de basse police. Pris par l'ampleur de la polémique, Manuel Valls a dû annoncer, hier, qu'il lançait une «enquête administrative» sur les «conditions d'éloignement» de cette collégienne. Vous remarquerez la pudeur des mots: «éloignement» pour ne pas dire expulsion. En somme, nous devons attendre qu'un subalterne trinque, alors qu'il n'a fait que mettre en œuvre les consignes? Trop c'est trop, dit-on en pareille circonstance. Mais le trop était déjà trop depuis longtemps. Franchement, ne croyez-vous pas que des centaines de milliers de personnes, héritières de l'immigration ou non, auraient déjà dû manifester quand le même ministre affirmait qu'une population, en tant que population, était incapable de s'intégrer en France? Il est cruel d'avoir à le clamer à un homme qui se revendique de la gauche, mais cette défaite de la pensée se double d'une défaite politique, car cette idée est bel et bien d'essence antirépublicaine!

Le 24 septembre dernier, interrogé sur l'ouverture de l'espace Schengen à la Roumanie, Manuel Valls, plus cynique que jamais, déclarait: «Ce qui est actuellement en discussion, c'est seulement une ouverture partielle limitée aux seuls aéroports. C'est une mesure qui faciliterait la vie des hommes d'affaires, sans autres conséquences.» Vive les riches, à bas les pauvres! L'immigration choisie du sarkozysme triomphant était officiellement le choix du gouvernement actuel. Qui ne dit mot consent; nous attendons toujours la réaction de François Hollande.

Cette situation insupportable mérite un sursaut républicain et citoyen. Tout de suite.

SOMMAIRE

- P1 **Édito** - Sommaire
- P2 **Agenda** - Huma dimanche du 17/10 - Manuel Valls, les Roms et la bête
- P3 Léonarda : Une grave faute politique et morale du Président de la République – Respecter le droit à l'éducation - Bretagne/Agroalimentaire : « Les réponses gouvernementales ne sont pas à la hauteur » - Alcatel-Lucent : « une catastrophe sociale et industrielle »
- P4 Le PCF dénonce les violences à l'encontre des militants pour le droit au logement – Brignoles : Plus que jamais le combat contre l'extrême-droite continue – **CONTRE L'EXTREME DROITE RÉ-OUVRIR L'ESPOIR**
- P5 Genève Il doit agir pour la paix et la démocratie en Syrie - Affaire George Ibrahim Abdallah : les règles de l'État de droit ne sont pas respectées - Soutien à la marche EXISTRANS 2013
- P6 Mort de Patrice Chéreau : « un des plus grands créateurs du spectacle vivant de notre époque » - Gay Games – Paris 2018 : « Une grande fête de l'égalité en France » - Jean-François Copé a un problème de latéralisation politique - Le Conseil constitutionnel rejette la clause de conscience : « une victoire importante » - Vote de l'allongement de durée de cotisation : un grave recul pour les jeunes
- P7 Être jeune, pauvre, noir ou arabe en France, une conduite à risque ! - La haine xénophobe existe toujours, combattons-la sans relâche !
- P8 Compte-rendu de session plénière du Parlement européen par Marie-Christine Vergiat
- P9 Municipales À Paris, le PCF choisit la gauche unie - A LIRE : Nouveau livre de Patrick Le Hyaric " DRACULA CONTRE LES PEUPLES " - Le PCF ouvre le débat pour « refonder l'Europe »
- P10-11 La vérité sur le coût du capital
- P12 Aidons l'Huma ! - Une loi de finances inacceptable en l'état - De beaux succès pour les communistes luxembourgeois aux élections communales

Agenda

Réunions de soutien aux Roms les lundis 17H30 Réunions des Indignés
Le mardi 19h30 pique-nique ensemble sur le quai de Chavoire pour
montrer notre détermination à utiliser ce quai illégalement privatisé par
quelques-uns
le samedi de 14H30 à 17H30 table des Amis de la Terre pour faire si-
gner les pétitions contre le centre des Congrès d'Accoyer
Mardi 22 octobre à 20h30 à l'Agora Bonneville : en lien avec le Festival
de théâtre des Pays de Savoie Bonneville /La Roche sur Foron Ciné'UP
: Alceste à bicyclette

Mercredi 23 octobre réunion Chaîne Humaine contre les haines

20H "Le Parnal" Thorens "Moi, la finance et le développement durable"
Le débat sera animé par Jacques Cambon, d'Attac Annemasse

Judi 24 octobre Alterlocal 20h Vivre sans argent (projection-débat)

**Judi 24 octobre 9h au marché, samedi 26 17H30 parking Casino,
et dimanche 27 10h au marché, organisation d'une votation
citoyenne sur les retraites Gauche En Marche**

Samedi 26 octobre de 9h à 11h30 à l'Agora Bonneville : Atelier
culinaire: « La cuisine marocaine » avec Jamila Amar

20h Alterlocal Concert de soutien à Alterlocal

Lundi 28 octobre réunion ATTAC74

Mercredi 30 octobre réunion Chaîne Humaine contre les haines

Judi 31 octobre réunion Gauche En Marche

réactions qu'ont suscité ses propos, sans aucun doute
xénophobes, sur les Roms.
Bêtise, ignorance et cynisme se mélangent sans doute dans
l'esprit du ministre de l'Intérieur qui ose encore se dire de gauche
et se réclamer des valeurs républicaines.
Et il prétend apaiser les fractures sur l'Islam et l'immigration en
disant la vérité aux Français.
Quelles vérités sortent de sa bouche quand il ose dire que seule
une minorité de Roms veulent s'intégrer dans la société française
car "ces populations ont des modes de vie extrêmement différents
des nôtres" ?

De quels modes de vie parle-t-il ?

Et à qui les compare-t-il ?

Pense-t-il que les modes de vie sont les mêmes partout en
France ?

Sait-il que, dans notre pays, 100 000 personnes vivent dans des
conditions de pauvreté extrêmes analogues à celles des Roms.
Sait-il au moins que les Roms de Roumanie sont sédentarisés
depuis des siècles ? Pense-t-il vraiment que ces hommes, ces
femmes, ces enfants choisissent de vivre dans des bidonvilles
sans eau, sans électricité et dans des conditions d'hygiène
déplorables ?

Il a même osé rabâcher comme tant d'autres la célèbre phrase de
Michel Rocard " la France n'a pas vocation à accueillir toute la
misère du monde " oubliant comme tant d'autres la suite de cette
phrase "mais elle doit y contribuer" alors même qu'il était un
proche conseiller du Premier ministre de l'époque.

Pire, il ose évoquer, comme les 16 maires et premiers adjoints
socialistes qui ont publié une tribune pour le soutenir, les
conditions humanitaires dans lesquelles vivent ces populations
pour justifier le démantèlement des camps.

Le degré de cynisme de ces élus dits de gauche atteint un niveau
que l'on pensait inatteignable.

Alors oui, osons dire la vérité.

La situation faite à ces populations est indigne du pays qui se
prétend la Patrie des droits de l'Homme.

Ils sont les plus pauvres parmi les pauvres, les plus discriminés de
toute l'Union européenne, et oui, compte tenu de cette situation de
misère et alors qu'on leur interdit de travailler, ils sont réduits à la
mendicité et sont des proies faciles pour les trafiquants en tous
genre.

Disons à Mr Valls que sa politique de démantèlement des camps
est indigne, inefficace et de surcroît coûteuse puisque les
expulsions de Roms coûtent chaque année à la France plus de 10
millions d'euros, à mettre en parallèle avec le petit million d'euros
du fonds social européen que la France a daigné leur consacrer
dans le cadre de la dernière programmation budgétaire du FSE
dotée d'un montant de 4 milliards d'euros.

Demandons-lui des comptes sur les 15 000 évacuations de camps
opérées cette année.

Un record dont il n'a pas de raison de se vanter puisqu'elles
démontrent par leur nombre même que ces politiques sont
totalement inefficaces puisqu'elles correspondent peu ou prou à
l'évaluation de la population Rom en France et que l'on sait que
celle-ci est stable depuis plusieurs années.

Les Roms de Roumanie sont très largement majoritaires parmi les
Roms étrangers vivant en France. Ce sont des citoyens européens
et rien ne justifie qu'on les traite de cette façon.

Qu'il demande à ses préfets de mettre enfin en œuvre la circulaire
interministérielle du 26 août 2012 "relative à l'anticipation et à
l'évacuation des opérations d'évacuation des campements
illicites".

Que les crédits de l'Union européenne destinés à l'insertion de ces
populations soient enfin utilisés par la France, lanterne rouge en la
matière.

Que la France mette enfin en place une stratégie nationale
d'intégration des Roms conforme aux textes européens au lieu de
dire que les Roms bénéficient de dispositifs de droit commun.

Mais pour cela, il faut avoir du courage politique et non vouloir
surfer sur les vagues de l'opinion publique.

Ces discours et ces pratiques alimentent les préjugés, aggravent
la stigmatisation et le rejet des populations Roms.

C'est cette démagogie qui fait le lit du Front national et non
l'inverse.



Manuel Valls, les Roms et la bêtise

texte de marie-Christine Vergiat, notre eurodéputée

<http://www.eurocitoyenne.fr/content/votre-deputee/chronique-manuel-valls-les-roms-et-la-betise>

"À vouloir faire l'ange, on finit par faire la bête, du Front National ";
Telle est l'une des dernières répliques de Manuel Valls face aux

Léonarda : Une grave faute politique et morale du Président de la République

En proposant à la jeune Léonarda un "accueil à elle et à elle seule", le Président de la République vient de demander à une enfant de 15 ans de choisir entre la France et sa famille. De choisir entre l'école de la République et ses parents. Cet affront aux valeurs républicaines se double aujourd'hui d'un insupportable manquement à la convention internationale des droits de l'enfant, dont la France est signataire.

En réponse à l'immense émotion provoquée par l'expulsion de Léonarda, François Hollande rappelle le cadre légal et le "respect de la loi", propose une accélération des procédures d'expulsion tout en souhaitant que "l'école soit protégée". La ligne Valls, dans la continuité du sarkozysme, est confortée alors qu'il faut changer la loi et mettre fin sans délai à toutes les expulsions de jeunes étrangers scolarisés.

Nous attendions une parole présidentielle forte, claire. Le président Hollande pouvait, face aux tensions, aux stigmatisations, en appeler au sursaut républicain. Plus qu'une occasion manquée, il s'agit bel et bien d'une grave faute politique et morale car on ne peut jamais proposer la liberté et l'égalité sans la fraternité. Car, "à elle seule", cette fraternité est consubstantielle de notre République.

Olivier Dartigolles, porte parole du PCF

Affaire Léonarda : la loi contre les valeurs? Respecter le droit à l'éducation

Nous partageons l'indignation générale face à l'expulsion de la jeune Léonarda. Elle intervient à la suite d'autres expulsions et notamment celle d'un élève d'un lycée professionnel parisien, Katchik.

Dans les commentaires sur cette affaire, il est de bon ton de mettre en cause les modalités ou les circonstances de l'expulsion mais de rappeler que la loi doit être respectée et appliquée. La loi serait donc juste mais les méthodes seraient contraires aux « valeurs de la gauche ». Et si c'était la loi qu'il fallait remettre en cause?

Comment en effet comprendre que l'on ne cesse de parler de la nécessité pour les « étrangers » en situation irrégulière de montrer leur volonté d'intégration pour pouvoir être régularisés et que l'on refuse de tenir compte de la scolarisation des élèves dans le service public français d'éducation, lieu par excellence pour les enfants d'intégration et de formation aux valeurs de la République?

Comment invoquer la loi et ignorer le droit de tout enfant à l'éducation, reconnu par des textes internationaux dont la France est signataire? Si Nicolas Sarkozy avait été obligé en 2005 de donner des consignes pour que la police n'intervienne pas à l'école et autour de l'école en matière d'expulsion et pour que l'on n'expulse pas les élèves avant la fin de leur année scolaire, c'était certes parce que de telles pratiques provoquaient des mobilisations immédiates mais ces mobilisations s'appuyaient sur ce droit imprescriptible à l'éducation : en effet comment garantir l'effectivité de ce droit si l'école devient un lieu où l'on doit sans cesse craindre l'expulsion ou si les familles ont peur de conduire leurs enfants à l'école? Comment le garantir si l'on expulse des élèves en cours de scolarité sans se préoccuper de la rupture que provoque une telle expulsion?

C'est pourquoi il faut non seulement que Léonarda, Katchik et les autres puissent revenir mais il faut modifier les règles. La gestion de l'immigration par des expulsions systématiques ne peut durer.

Nous demandons en particulier que la police n'interpelle pas des enfants ou des familles en situation prétendue irrégulière dans le cadre de l'école ou à proximité des établissements scolaires, qu'il soit clairement stipulé que les enfants scolarisés puissent mener jusqu'au bout les études engagées.

Nous demandons qu'il soit précisé que la scolarisation des enfants doit être un des éléments déterminants d'appréciation pour les décisions de régularisation.

Réseau école du PCF

Bretagne/Agroalimentaire : « Les réponses gouvernementales ne sont pas à la hauteur »

Doux, GAD, Tilly-Sabco, Marine Harvest... 900 emplois supprimés hier en Bretagne, plus de 5 000 menacés en 2013. Chaque jour l'horizon des salariés et producteurs liés au destin des groupes agroalimentaires s'assombrit d'avantage. Aux côtés de la Bretagne, aucune région n'est épargnée par le dépeçage de l'emploi. Au nom des seuls signaux du marché, les entreprises se livrent au cœur de la crise à la plus farouche concurrence, du coût du travail et des cours agricoles les plus bas !

Seuls les actionnaires s'engraissent alors que des milliers de salariés sont jetés à leur sort.

Les réponses gouvernementales issues de la rencontre interministérielle ne sont pas à la hauteur des mobilisations et exigences salariales quant au maintien de l'emploi et de l'outil de travail.

Les 15 millions d'euros annoncés par le premier ministre doivent cependant y être consacrés. Fondamentalement le pacte d'avenir pour la Bretagne doit rompre avec les logiques de la concurrence libre et non faussée.

Le PCF devant l'urgence demande un moratoire sur les plans de licenciements, une large concertation de tous les acteurs, la mobilisation de fonds notamment au travers de la banque publique d'investissement.

Il n'y a pas de fatalité aux politiques d'austérité et de chômage de masse.

Le PCF propose d'engager la bataille de la ré-industrialisation agroalimentaire.

Des politiques publiques agricoles et alimentaires qui, en France comme en Europe, garantissent notre souveraineté alimentaire, s'engagent en faveur d'une alimentation de qualité, saine et accessible à tous, soient assises sur des filières de productions relocalisées.

L'avenir de l'agroalimentaire, d'une nouvelle ambition agricole passe par la juste rémunération des travailleurs, salariés et paysans.

Sans attendre, les communistes sont porteurs de propositions de loi en faveur de la répartition des marges entre producteurs, transformateurs et distributeurs.

Déterminée à conquérir des issues durables, une délégation du Parti Communiste Français sollicite un rendez-vous avec le Premier Ministre.

Alcatel-Lucent : « une catastrophe sociale et industrielle »

Même s'ils le pressentaient, les salariés d'Alcatel-Lucent ont subi un choc brutal avec l'annonce de 10 000 suppressions d'emplois dans le monde et plus de 900 en France. Cette saignée de l'emploi industriel dans l'équipementier franco-américain s'ajoute aux 5000 postes déjà supprimés en 2013.

C'est une catastrophe sociale et industrielle pour les salariés et les familles des sites de Toulouse et de Rennes qui vont fermer. D'autres sites sont menacés comme celui d'Orvault, en Loire-Atlantique. Pour économiser 1 milliard d'euros, le PDG de la multinationale a donc annoncé un plan de bataille pour réduire les coûts fixes, ce qui dans la bouche d'un capitaliste veut dire licenciements, fermetures d'entreprises.

Au nom de la rentabilité, la mâchoire des actionnaires d'Alcatel-Lucent va se refermer et broyer la vie des salariés qui ont travaillé, mis leurs savoirs et leurs compétences au service d'une firme technologique française, à forte valeur ajoutée. Pour preuve, l'action de la multinationale a réagi à la hausse immédiatement suite à l'annonce du dépeçage industriel des vautours financiers.

Le PCF apporte sa totale solidarité aux actions des salariés d'Alcatel-Lucent et de leurs organisations syndicales. Ce n'est pas au coût du travail qu'il faut s'attaquer mais au coût du capital, aux profits des actionnaires.

Éric Corbeaux, responsable aux luttes au PCF

Le PCF dénonce les violences à l'encontre des militants pour le droit au logement

Alors qu'elles quittaient un rassemblement organisé dans le cadre de la journée de mobilisation européenne pour le droit au logement et contre la spéculation, quelques deux cents personnes ont été victimes de violences policières samedi 19 octobre, place de la République à Paris. Parmi elles, des mères de familles, des enfants, et des dirigeants du mouvement social ont été blessés.

Décidément, le ministre de l'Intérieur ne manque aucune occasion pour rompre avec les valeurs de gauche. Après les roms et Léonarda, voilà qu'il s'attaque à la liberté de manifester.

C'en est assez. Le Président de la République doit maintenant cesser de cautionner les actes d'un ministre en rupture avec les engagements présidentiels. Le Parti communiste apporte tout son soutien à celles et ceux qui ont été blessés.

Brignoles : Plus que jamais le combat contre l'extrême-droite continue (Pascal Savoldelli - PCF)

L'élection d'un conseiller général d'extrême droite à Brignoles ce dimanche est un jour sombre pour les valeurs de la République, Liberté, Égalité, Fraternité.

Le fait, qu'en mars 2011, le FN ait déjà remporté ce canton de cinq voix avant d'être invalidé, n'enlève rien à la gravité de ce qui s'est passé ce soir.

Copé a commenté ce résultat en manifestant de l'anticommunisme et de l'anti gauche pour dédouaner la droite de ses responsabilités. Les grands médias mais aussi le PS et EELV portent une lourde responsabilité dans le désastre de ce soir.

Cette élection montre la porosité entre l'électorat de droite et celui d'extrême droite. Par ses campagnes perverses sur l'identité nationale, sur le « travailler plus, gagner plus » la droite a banalisé le vote FN, extrême droite. Les grands médias, en laissant avec complaisance et sans aucune contradiction, les Le Pen et leurs lieutenants s'exprimer sur tous les sujets d'actualité, portent aussi une part de responsabilité accablante dans la sortie du FN du néant électoral dans lequel il était encore plongé en 2009. La majorité gouvernementale PS et EELV en refusant de rompre avec la politique d'austérité initiée par la droite qui désespère les classes populaires, a aussi sa part de responsabilité.

Le PCF ne regrette en rien d'avoir appelé, dès le soir du 1er tour et sans ambiguïté à faire barrage au FN. La force du FN est l'un des obstacles majeurs qui s'oppose à un véritable changement dans notre pays. Le combat contre l'extrême droite a été et est constitutif de l'identité des communistes. Malgré la défaite de ce soir, le PCF va redoubler d'efforts pour défendre et promouvoir les valeurs de l'Humain d'abord. C'est seulement par un rassemblement populaire et majoritaire autour de ces valeurs de liberté, d'égalité, de solidarité et de fraternité humaine que nous pourrions ouvrir une alternative à l'austérité.

A voir sur l'internet

A voir et à partager, la superbe vidéo rétrospective de la Fête de l'Humanité... <http://fb.me/ZAjBTKw2>

43 ans de cotisations : explication de vote d'André Chassaigne (PCF-FDG): <http://youtu.be/FSxa9nT5cGs>

Vidéo : "Ambroise Croizat", conférence de Michel Etiévent.

<http://tumblr.co/ZYDRUwkodK66>

CONTRE L'EXTRÊME DROITE RE-OUVRIR L'ESPOIR

Dimanche 13, le candidat du Front national a remporté la cantonale partielle de Brignoles. Toute la semaine, les médias ont continué à dérouler à Marine Le Pen et ses acolytes un tapis rouge sur leurs antennes, tout en utilisant le vocabulaire des catastrophes naturelles : tempête, tremblement de terre, séisme... Pour le PCF, l'élection de Brignoles n'est pas un coup de tonnerre dans un ciel serein. C'est le résultat des politiques menées.

Justice sociale La première cause du résultat est évidente : la démobilisation massive des électeurs de gauche. On peut constater ce fait dans toutes les élections partielles depuis l'élection présidentielle. La gauche les a toutes perdues. En s'abstenant, en grand nombre, ces électeurs essaient de dire à un pouvoir qui refuse de les entendre, leur colère et leur désarroi. Le Président de la République et le gouvernement ne peuvent fuir leurs responsabilités : c'est leur politique, qui frappe le pouvoir d'achat et la vie de la majorité des salariés et épargne la violence des riches et de la finance. Il est temps d'ouvrir un nouveau chemin d'espoir à gauche en rompant avec l'austérité et en rassemblant autour de la justice sociale.

Liberté Égalité Fraternité Depuis maintenant de nombreuses années, les arguments de l'extrême-droite contaminent le discours politique. Nicolas Sarkozy a validé les mots et les thèses du FN, repris l'idée que les étrangers seraient un danger, fait admettre que le bien être était la conséquence de la sécurité au détriment de la liberté et même de la justice. Au sein même du gouvernement de François Hollande, on retrouve maintenant ces idées. Avec « les roms ne sont pas intégrables » Manuels Valls pousse plus loin sur cette question que le Discours de Grenoble de Sarkozy qui avait scandalisé toute la gauche, et même au-delà les démocrates. Cette semaine, c'est une enfant rom kosovare qui a été arrêtée lors d'une sortie scolaire, sur le parking du lycée Lucie Aubrac, pour être expulsée, conformément aux directives du Ministre de l'Intérieur, vers l'État mafieux du Kosovo. Il est temps de se réapproprier les mots de la République : Liberté - Égalité - Fraternité. Et de les mettre en actes.

Le FN, c'est l'extrême-droite Les médias dissertent sans fin sur la « dédramatisation » du Front national. Marine Le Pen utilise un vocabulaire antilibéral pour récupérer les classes populaires, notamment celles qui votent à droite. Comme l'avait fait Mussolini avec le fascisme dans les années 20, en Italie. Il est temps de faire la clarté sur le programme du FN. Le « nouveau FN » continue à copier-coller de nombreuses propositions du FN de Jean-Marie Le Pen. Trois exemples : Le logement : Le programme du FN s'attaque au logement public. Il prévoit de pouvoir le « vendre au bout de 10 ans », décrète la « fin de l'APL » ou « l'extension des sur-loyer », la suppression de la loi SRU qui impose la construction dans chaque ville de logements pour tous... entre autres. La fiscalité : de vagues principes pour tous, pas un mot de la TVA, mais pour les riches c'est du concret : abaissement de la tranche supérieure de l'impôt des plus hauts revenus et suppression de l'Impôt Sur la Fortune. L'Europe : retour du Franc mais pas un mot crédible sur comment et les conséquences, sortie de l'UE au bénéfice d'une alliance stratégique avec la Russie... Sans parler de la fin des 35h branche par branche, de la fin du droit du sol, de la mise en cause du droit à l'avortement et du rétablissement de la peine de mort. Rien d'utile aux salarié-es, aux citoyen-nes, que du nuisible. Derrière leur parade anticapitaliste, l'objectif du FN est simple, prendre le pouvoir dans la droite libérale.

Résister et construire Ouvrir un nouveau chemin d'espoir à gauche, rassembler autour d'un autre choix de justice sociale et non plus d'austérité, est le principal moyen de conjurer le FN dans la durée. Ce que le pouvoir actuel refuse de voir, c'est l'urgence de changer de cap et de faire des choix à gauche qui répondent aux besoins des populations et qui ré-ouvrent l'espoir. Loin du changement promis, il cède devant la finance et fait payer ses renoncements aux salarié-es. Avec sa démarche citoyenne et son programme l'humain d'abord, le Parti Communiste et le Front de gauche montrent la crédibilité et la possibilité du changement. Ils sont engagés pour rassembler et ouvrir l'alternative à gauche.

Genève II doit agir pour la paix et la démocratie en

Syrie

La guerre en Syrie continue de faire rage avec son cortège quotidien de victimes et de destructions. Plus d'un tiers de la population se trouve aujourd'hui réfugiée dans les pays voisins ou déplacée dans d'autres régions du pays. L'intensification des combats, des bombardements, de blocus par les forces du régime, frappe indistinctement et les civils en sont les premières victimes. Une part de plus en plus grande des habitants tombe sous la coupe de groupes djihadistes qui profitent du prolongement de la guerre

Vouloir arrêter les crimes de guerre et crimes contre l'humanité, c'est tout mettre en œuvre pour mettre fin à ce conflit. C'est le but de la Conférence pour la paix en Syrie, dite Genève II, prévue pour mi-novembre sous l'égide de l'ONU, avec la participation de pays impliqués dans la région - USA, Russie, UE, Iran - et l'ensemble des parties syriennes, de l'opposition et du régime.

Cette Conférence doit aboutir à la cessation des violences, au retour des réfugiés et des déplacés, à la mise en place d'un gouvernement transitoire doté de tous les pouvoirs. Aujourd'hui, vouloir la démocratie en Syrie passe par la paix et l'ouverture d'un dialogue politique. Si les obstacles sont nombreux, il n'y a rien de pire que la poursuite de cette guerre.

La France doit aujourd'hui s'engager pleinement pour œuvrer à la tenue et à la réussite de cette Conférence. Le PCF se prononce en faveur de ce processus politique, qui devra permettre de jeter les bases d'une nouvelle Syrie, d'un État de droit démocratique, civil et pluraliste. Il apporte son soutien aux forces démocratiques et progressistes et à tous ceux et celles engagés dans ce combat pour ouvrir une nouvelle page dans l'histoire de la Syrie. Il réaffirme sa totale solidarité au peuple syrien qui, lui aussi, a droit à la paix et à la démocratie.

Affaire George Ibrahim Abdallah : les règles de l'État de droit ne sont pas respectées

Le 24 octobre Georges Ibrahim Abdallah aura passé 30 ans dans les prisons françaises. Incarcéré en France en 1984, il a été condamné à perpétuité en 1987. Sa peine de sûreté étant totalement accomplie, il était libérable depuis 1999. Ses demandes de libération sont toujours rejetées.

Il a obtenu enfin le 21 novembre 2012 un avis favorable de la justice française à sa demande de libération, assorti d'un arrêté d'expulsion du territoire français. Cet arrêté n'a pas été signé par Manuel Valls et le Tribunal d'Application des peines a reporté sa décision. En avril 2013, sa demande de libération conditionnelle a été rejetée pour la 8e fois.

Les autorités libanaises ont demandé des explications à l'ambassadeur de France. Le premier ministre libanais a qualifié ce report « d'injustifiable ». Cette situation suscite de l'incompréhension, une vive émotion au Liban car Georges Ibrahim Abdallah, libérable depuis des années, fait manifestement l'objet d'un traitement d'exception. Et ce serait sous pression des administrations israélienne et américaine que Manuel Valls n'aurait pas signé l'arrêté d'expulsion.

Le Parti Communiste Français souligne le caractère consternant d'une telle situation judiciaire. Les règles élémentaires de la justice, de l'État de droit doivent être respectées et Georges Ibrahim Abdallah doit, en conséquence, être libéré !

A lire

L'Humanifeste du PCF "Il est grand temps de rallumer les étoiles"

Économie &

Halte à la répression "Changer l'utilisation de l'euro"



Pétitions en ligne

«Pour le nouveau siège de la CPAM d'Annecy, un nom s'impose : celui d'Ambroise Croizat !» <http://www.petitionpublique.fr/?pi=Croizat>

Non à une intervention militaire de la France en Syrie : <http://www.humanite.fr/non-a-une-intervention-militaire-de-la-france-en-syrie>

Soutien à la marche existrans 2013



Samedi 19 octobre, l'Existrans se tiendra, comme chaque année, pour porter les exigences des personnes transsexuelles et exiger la fin des discriminations.

Malgré toutes les promesses du gouvernement, rien ou presque, n'a été fait pour changer de façon significative le parcours difficile et l'insertion réelle des personnes Transsexuelles et/ou Transgenres. Il y a un an, Mme Najat Vallaud-Belkacem, ministre des Droits des femmes, réunissait l'ensemble des associations LGBT afin d'entendre les revendications des associations de personnes Transsexuelles et/ou Transgenres. L'oreille semblait attentive, mais un an après, toujours aucune avancée précise...

Nous soutenons donc les principales revendications de cette Marche :

- Le changement d'état-civil libre et gratuit devant un officier d'Etat-Civil (et non un juge) sans condition médicale (ni stérilisation, ni suivi psychiatrique).
- Le libre choix des parcours médicaux, sur la base du consentement éclairé, avec le maintien des remboursements des parcours de transition en France ou à l'étranger.
- Le financement de campagnes nationales de sensibilisation pour lutter contre la Transphobie, et de la formation des personnels en contact avec les personnes trans (santé, éducation, social, administratif, justice, etc.)
- La protection de la santé des personnes Trans notamment par rapport au VIH, IST, hépatites et le financement des recherches sur les interactions médicamenteuses, et sur les effets de la prise d'hormones à long terme.
- Le respect de l'identité de genre et l'amélioration des conditions des personnes trans en prison.

L'ambition communiste d'émancipation humaine et d'épanouissement des personnes est universelle. A l'heure où un pas significatif a été franchi pour l'égalité des personnes homosexuelles et lesbiennes, nous refusons d'en mettre à l'écart les personnes Transsexuelles et/ou Transgenres. Il s'agit maintenant de franchir un nouveau cap sur le chemin de l'égalité des droits. Nous exprimons notre solidarité à la Marche Existrans et souhaitons par notre participation contribuer à son succès.

Mort de Patrice Chéreau : « un des plus grands créateurs du spectacle vivant de notre époque »

Avec Patrice Chéreau, c'est un très grand artiste, un créateur qui vient de quitter la scène théâtrale et cinématographique.

C'est pour moi une grande tristesse.

Il était un grand metteur en scène de théâtre, d'opéra, avec le Ring de Wagner à Bayreuth avec Boulez en 1976 et tout dernièrement Elektra à Aix.

Grand metteur en scène de cinéma aussi, la Reine Margot et de Ceux qui m'aime prendront le train ou encore l'Homme blessé.

Patrice Chéreau c'est avant tout un homme de théâtre avec une signature, un style, des trouvailles qui bouleversent la mise en scène, un formidable talent pour la direction des actrices et des acteurs.

Par ses pièces il donne une force incomparable à des auteurs tant classiques que contemporains à l'exemple de sa rencontre avec Bernard-Marie Koltès qui donnera des pièces comme Combat de nègres et de chiens et Dans la solitude des champs de coton.

Il n'a eu qu'un seul maître Giorgio Strehler auprès de qui il a travaillé à Milan.

Il a poursuivi son œuvre de Villeurbanne à Sartrouville, de Bayreuth à Nanterre, d'Avignon à Aix...

Il était un homme de convictions, il manifeste à Charonne en 1962 contre la guerre d'Algérie, soutient Vaclav Havel à Prague fin 1979, projette "La Reine Margot" à Sarajevo en plein siège, fin 1994. En 2000, l'extrême-droite participe au gouvernement autrichien: il boycotte le festival de Salzbourg.

Je m'incline devant celui qui restera sans doute l'un des plus grands créateurs du spectacle vivant de notre époque.

Pierre Laurent, secrétaire national du PCF

Gay Games - Paris 2018 : « Une grande fête de l'égalité en France »

Le PCF se félicite de l'attribution des 10ème Gay Games, à la ville de Paris en 2018.

Accueillir le premier événement mondial sportif et culturel « hétéro friendly » avec 15000 participants, venus de plus de 70 pays autour de 36 disciplines sportives ouvertes à toutes et tous sans distinction d'âge et d'orientation sexuelle, est une chance immense pour notre pays.

Nous adressons toutes nos félicitations aux bénévoles du comité d'organisation de Paris 2018 qui ont brillamment construit ce projet de candidature mêlant le sport, la culture et la lutte contre toutes les discriminations pour faire de 2018 une grande fête de l'égalité en France.

Cette victoire a été possible grâce au rassemblement autour de la candidature de la ville de Paris, de la Région Île-de-France, de l'État, des associations LGBT, du mouvement sportif français et des soutiens de nombreuses personnalités.

L'esprit de ces jeux est un souffle vital pour changer notre société, notre monde, par ses valeurs de partage, de participation de toutes et tous quelles que soient les différences et les orientations sexuelles pleinement assumées. Cet événement sportif et culturel mondial est une nouvelle étape importante permettant d'impulser de nouvelles actions de sensibilisation à la lutte contre l'homophobie dans toutes les fédérations sportives de notre pays.

De par son message « Tous égaux » et inscrivant la lutte contre toutes les discriminations au-delà des associations LGBT, l'organisation des 10ème Gay Games à Paris offre à notre pays et toute une génération une nouvelle page de notre histoire pour plus de liberté, d'égalité et de fraternité.

Nicolas Bonnet, responsable de la commission Sport au PCF

Jean-François Copé a un problème de latéralisation politique

Pauvre Jean-François Copé. A l'émission de télévision « Des paroles et de actes » hier soir, le secrétaire national de l'UMP a encore fait fort. Déroulant un programme largement inspiré des thèses de l'extrême droite, notamment sur le droit du sang ou la chasse aux fonctionnaires, Jean-François Copé a expliqué que "le programme de Mme Le Pen est un copier-coller de celui des communistes". Surréaliste!

Adeptes de la lumineuse stratégie du « plus c'est gros, plus ça passe », le leader de la droite française ne sait plus quoi inventer en confondant sa droite de sa gauche.

Nous pouvons aider Jean-François Copé à résoudre son problème de latéralisation politique. Une première leçon pour commencer : la droite c'est l'égoïsme, la gauche, c'est la solidarité.

Olivier Dartigolles, porte parole du PCF

Le Conseil constitutionnel rejette la clause de conscience : « une victoire importante »

Le Conseil constitutionnel répondait aujourd'hui à une question prioritaire de constitutionnalité déposée par les opposants au mariage pour tous. Il a jugé que la célébration des mariages, y compris de couples homosexuels, ne portait pas atteinte à la liberté de conscience des maires et des adjoints. Il s'agit d'une victoire importante.

Le Conseil confirme en effet l'égalité de toutes les familles devant le mariage. Les tristes arguties de ces quelques maires et adjoints de droite et d'extrême droite, ont fait long feu. Leur conscience devra se faire à l'égalité de tous devant la loi.

Ian Brossat, responsable du collectif LGBT du PCF

Vote de l'allongement de durée de cotisation : un grave recul pour les jeunes

La nuit dernière, l'Assemblée nationale a voté les deux premiers articles de la réforme des retraites proposée par le gouvernement. L'article 2, mesure phare de la réforme, stipule l'allongement de la durée de manière progressive à 43 ans pour les « générations partant en retraite à partir de 2020 ». C'est un véritable recul de civilisation car c'est la première fois qu'un gouvernement de gauche vote une régression dans ce domaine. Non seulement ce vote valide les précédentes réformes établies par la droite mais elle constitue avant tout une mesure anti-jeunes profonde.

Alors que cette réforme se faisait soi-disant en notre nom, c'est une nouvelle offensive contre nos droits car cette mesure s'appliquera à partir de 2020, soit pour tous les jeunes actuellement en formation ou en emploi. Cette mesure ouvre la voie à la retraite par capitalisation et à une retraite à plus de 68 ans. Alors que les grandes fortunes voient leurs revenus augmenter de 25%, que le chômage continue sa montée et que la précarité devient la norme, le gouvernement reste sourd aux attentes populaires.

S'il veut changer la vie des jeunes, le président de la République doit enfin entendre l'appel des organisations de jeunesse pour un retour au droit commun et une sortie des dispositifs de précarité qui ne cessent de s'allonger. Pour cette réforme des retraites, dans le cadre du collectif « la retraite, une affaire de jeunes », nous exigeons la prise en compte des années d'étude dans le calcul des retraites ainsi que les stages et les périodes d'apprentissage dans un cadre bien défini. Il s'agit de premières mesures pour entamer une véritable ambition pour les jeunes pour permettre à chaque jeune de construire son parcours de vie. En clamant haut et fort « La précarité, c'est pas un métier », les jeunes communistes seront à la pointe pour une hausse des salaires, un véritable statut pour les jeunes en formation professionnelle, de nouveaux pouvoirs d'intervention pour les salariés, l'interdiction des licenciements boursiers et un véritable service public de l'orientation.

Être jeune, pauvre, noir ou arabe en France, une conduite à risque !

Alors que des plaignants pour contrôle d'identité abusif viennent d'être déboutés, Nordine IDIR, secrétaire général du Mouvement jeunes communistes de France, demande à François Hollande et au gouvernement « la mise en œuvre immédiate de vos engagements de campagne et l'ouverture d'un grand débat pour refonder les missions de la police et reconstruire une justice des mineurs digne de son ambition d'éducation et d'insertion sociale ».

Mercredi 1er octobre 2013, 13 plaignants pour contrôle d'identité abusif ont été déboutés de leur plainte contre l'État. Après la mort de Lakhani et Moushin à Villiers-le-Bel en 2007, cinq jeunes de la ville écoperont de plusieurs mois et années de prisons pour tentative de meurtre sur des agents de police principalement sur la foi de dénonciations anonymes. Tandis qu'il aura fallu six ans pour que le policier jugé responsable de la mort des deux jeunes n'écope que de six mois de prisons avec sursis. Enfin, près de huit ans après la mort de Zyed et Bouna à Clichy-sous-bois, la justice va s'intéresser aux policiers qui les poursuivaient pour « non-assistance à personne en danger ».

J'écris « enfin ». Et pour autant, combien de face à face réguliers, de bavures, de contrôles d'identités quotidiens, d'affrontements parfois violents, venant noircir les lignes d'une trop longue liste illustrant le malaise entre les jeunes de France et la police nationale. Malaise, le mot est faible. Nous vivons dans un état d'injustice permanent qui autorise à ce que règne sur les jeunes de France – sur certains jeunes en particulier – le plus grand des arbitraires.

Soyons clair, aux périphéries des centres villes, être jeune, pauvre, « Noir ou Arabe en France est une conduite à risque, qui le discuterait » (Hors Sujet, La Rumeur). Le deux poids deux mesures dans le traitement des affaires qui confrontent jeunes et policiers pose la question de savoir si la police est raciste et ses pratiques discriminatoires. La réponse est oui. Au delà du vécu commun à tous les jeunes, les récentes enquêtes le démontrent (voir ici ou là). Dans certains lieux, être Noir ou Arabe donne 6 à 7 fois plus de chances d'être contrôlé par la police que si l'on est blanc. L'urgence est de comprendre les causes qui rendent l'action des forces de police attentatoires aux droits fondamentaux et l'action de la justice en totale contradiction avec l'égalité des citoyens devant la loi. Et ces raisons sont éminemment politiques.

Des jeunes peuvent être humiliés, frappés, détenus sans raison, voire mis en danger de mort car depuis près de 15 ans le monde politique, au-delà de ses clivages traditionnels, a décidé ou a laissé prospérer – par pur opportunisme électoral – l'entreprise de stigmatisation des « jeunes de banlieue ». A seul titre d'exemple, il faut se rappeler les mots des ministres de l'intérieur qui nous ont traités de « sauvages » ou de « racailles ». Et pour l'évidence, rappelons l'odieuse manipulation de Nicolas Sarkozy et Brice Hortefeux, qui ont fait manifester des policiers devant le tribunal de Bobigny au mépris du principe fondamental d'indépendance de la justice. Et ce sont ces mêmes dirigeants qui ont passé les dix dernières années à démanteler méthodiquement le droit pénal des affaires. Voilà la réalité quotidienne des palais de Justice : des jeunes envoyés à l'abattoir et l'impunité pour les puissants.

Pour cette raison, le jugement rendu mercredi dernier est inacceptable.

François Hollande s'était engagé à mettre fin aux contrôles au faciès mais ceux-ci persistent quotidiennement.

Partout en France, le flicage et la répression sont devenus l'ordre dominant. La comparution immédiate et l'enfermement deviennent la règle au travers notamment des centres éducatifs fermés. Et voilà que se présente une nouvelle réforme pénale. Immédiatement celle-ci est victime d'une multitude d'attaques de la part du nouveau ministre de l'intérieur et de bien d'autres à droite comme à gauche ! Tout cela parce qu'en ajoutant une « contrainte pénale » à l'arsenal répressif construit pendant dix années de frénésie sécuritaire, elle entacherait de laxisme l'action du gouvernement. Mais comment la création d'une nouvelle peine venant s'ajouter à toutes les autres qui engorgent nos prisons pourrait-elle être un signe de laxisme ?!

Nous interpellons ici directement François Hollande, Christiane Taubira et Manuel Valls. Les paroles du ministre de l'intérieur et la politique qu'il conduit ne sont pas des écarts, des dérapages ou des maladroites. Elles sont l'incarnation d'une politique de stigmatisation générale qui doit servir à masquer les profondes discriminations sociales dont nous sommes victimes autant qu'à dresser le reste du pays contre nous. La réforme pénale propose un premier progrès en supprimant les peines plancher et en réinstaurant l'objectif d'un traitement individualisé de la délinquance par les peines de probation. C'est un effort urgent mais insuffisant pour sortir de la situation de crise dans laquelle nous sommes.

Nous refusons d'attendre les bras croisés de nouvelles explosions de colère suite à des bavures policières et des dénis de justice. Nous exigeons la mise en œuvre immédiate de vos engagements de campagne et l'ouverture d'un grand débat pour refonder les missions de la police et reconstruire une justice des mineurs digne de son ambition d'éducation et d'insertion sociale. C'est une œuvre historique, une ambition de changement sur laquelle aucun nouveau renoncement ne pourra être accepté.

Nordine IDIR

La haine xénophobe existe toujours, combattons-la sans relâche !

Il y a un an un groupuscule d'extrême droite montait sur la mosquée de Poitiers, ce matin une banderole était à nouveau accrochée sur l'édifice. Le MJCF 86 condamne fermement ces agissements antirépublicains et xénophobes. Nous rappelons à tous que la diversité culturelle est une richesse et que les pratiques culturelles sont protégées par notre Constitution. Car pour nous les notions de liberté, d'égalité et de fraternité ont un sens nous appelons les autorités à faire le nécessaire afin que les auteurs de ces agissements soient fermement condamnés.

La haine de l'autre, la peur de la différence ne sont que des prétextes afin de diviser les français face aux attaques du système capitaliste. La question n'est de savoir si le musulman est gentil ou si le Rrom peut s'intégrer mais bien de mettre en place une politique sociale et solidaire en France. Car ce que certains nomment « étrangers » sont avant tout des humains nous rappelons notre attachement à l'intégration et la diversité de toutes et tous.

Chaque élu, chaque citoyen doit prendre ses responsabilités afin que ces actes ne se reproduisent pas. Le MJCF 86 combattra encore et toujours cette idéologie nauséabonde qui n'a toujours amené que ruine et misère pour les peuples dans l'Histoire.

Compte-rendu de session plénière Marie-Christine Vergiat

Le Parlement européen s'est réuni en session plénière à Strasbourg du 7 au 10 octobre voici certaines de mes interventions et prises de position concernant les textes votés pendant cette plénière.

Intervention sur les activités illégales de la CIA dans l'UE

9/10/2013 Il y a un peu plus d'un an nous adoptions un texte sur les activités illégales de la CIA sur le territoire de l'UE. Il a constitué un jalon crucial dans la détermination des responsabilités dans ce fameux et sinistre programme de la CIA sur notre territoire et contenait des recommandations claires et concrètes. Un an après ce vote et de nombreux rapports entre autres du Conseil de l'Europe, il était important de faire le point et je voudrais remercier à mon tour Hélène Flautre pour sa ténacité. Où en est-on ? Au point mort ou presque. La plupart des recommandations n'ont pas été suivies. Même les enquêtes judiciaires pourtant lacunaires pour la plupart n'ont quasiment pas progressé.

Réfugiés syriens : le Parlement européen en appelle à la solidarité et la responsabilité des États membres

Communiqué 9/10/2013 - Strasbourg - Le Parlement européen vient d'adopter une résolution demandant aux États membres de prendre leurs responsabilités pour les réfugiés syriens. Fruit d'une négociation difficile entre les groupes, cette résolution est loin d'être à la hauteur de ce qui aurait pu être fait notamment parce qu'elle se cache trop derrière les pays limitrophes de la Syrie. Après le nouveau drame de Lampedusa, c'est bien la responsabilité de l'UE et de ses États-membres qui est en cause. Néanmoins après le sidérant Conseil JAI (Justice et Affaires Intérieures) de ce début de semaine, le Parlement européen demande aux États membres d'agir et c'est tant mieux.

Vote: contre le cadre européen de surveillance des frontières extérieures de l'UE (EUROSUR)

10/10/2013 J'ai voté contre cette législation européenne relative au système Eurosur, cadre européen de surveillance des frontières extérieures de l'UE. Le texte conclu entre le Conseil et le Parlement européen renforce la surveillance des frontières extérieures de l'UE grâce à l'échange d'informations et à la coopération entre les États membres et Frontex. Ce système permet aussi la coopération et l'échange d'informations avec des États tiers dans certaines conditions. Les députés eurosceptiques d'EFDF comme ceux de l'extrême droite y compris Marine Le Pen et son père, ont fait bloc pour soutenir cette initiative contre les droits des étrangers, n'hésitant pas faire fi de leur anti-européanisme primaire au profit de l'Europe forteresse et de la chasse aux immigrés. Madame Le Pen a ainsi contredit sans vergogne ses propos lors du débat sur le drame de Lampedusa le 9 octobre.

Vote contre la proposition de la Commission européenne sur le temps de travail des pilotes, hôtesse et stewards

9/10/2013 Le Parlement européen s'est prononcé sur un règlement concernant le temps et les modalités de travail des pilotes, hôtesse et stewards. Ce règlement prévoit des temps de stand-by à l'aéroport combiné à des temps de vols qui peuvent aller jusqu'à 22 heures. La proposition de la Commission européenne avait été rejetée par les députés de la commission transport suite à une mobilisation forte des syndicats de salariés. Cependant sur la base d'un accord obtenu dans la nuit, l'ETF a pour partie accepté une négociation avec la Commission européenne, le Commissaire au transport Kallas ayant effectué une forte pression pour défendre son règlement. De nombreux syndicats et représentants de personnels ont alerté contre cette pratique de négociation sur un coin de table et sans transparence. Un report de vote a été demandé pour permettre aux députés européens de voter en connaissance de cause, car les termes de l'accord conclu entre ETF et Kallas ne sont pas révélés. Ce report de vote a malheureusement été refusé à une trentaine de voix près.

Débat sur les cas récents de violence et de persécutions à l'encontre des Chrétiens, notamment à Maaloula (Syrie), Peshawar (Pakistan) et à l'encontre du pasteur Saeed Abedini (Iran)

Intervention 10/10/2013 - La résolution qui nous ai présenté aujourd'hui cible les persécutions dont sont victimes les Chrétiens dans trois pays très différents, cela me met mal à l'aise. Ces trois pays ont bien un point commun : les croyants qui y sont le plus persécutés sont des Musulmans. Mais admettons. Qu'en est-il des choix opérés ? À Maaloula, en Syrie, les quatre personnes qui se sont fait assassiner entre le 4 et le 11 septembre sont surtout victimes d'un nouvel épisode sanglant dans la bataille entre les extrémistes proches d'Al-Qaida et le régime syrien, qui a laissé commettre ces exactions durant une semaine et a pu ensuite reprendre la ville avec l'aide des Chrétiens. À Peshawar au Pakistan, l'attentat semble avoir été le fait d'extrémistes sunnites pakistanais qui ciblent habituellement les forces de sécurité, les Chiites et les Ahmadis. En Iran, le cas de Saeed Abedini est symbolique des persécutions des minorités religieuses effectivement. Et de ceux qui osent, même en Iran, changer de religion, mais c'est quand même un cas très singulier. Alors moi je n'aime pas ce choix qui me paraît très peu universaliste, c'est pourquoi nous ne nous associerons pas au vote de cette résolution.

Intervention sur la situation au Soudan

10/10/2013 - Oui, une vague de contestation sans précédent secoue depuis le 23 septembre le Soudan. En cause, la suppression des subventions aux carburants avec augmentation des prix à la pompe de plus de 60%, qui s'ajoute à la hausse du prix des denrées alimentaires. Oui, ces mesures sont des demandes du FMI, dans ce pays où la situation économique et sociale est déjà dramatique et où la sécession n'a fait qu'aggraver les choses. Le Soudan a en effet perdu 75% de la production du brut, qui connaît une inflation galopante, et une dévaluation permanente. Et plutôt que de couper dans les dépenses militaires, qui maintiennent son régime autoritaire en place, El-Béchir a opté pour des mesures d'austérité. Face au mouvement de protestation, le régime répond sans surprise par la répression. Des centaines de morts. Des arrestations innombrables. Des journaux censurés ou interdits de publication, y compris ceux réputés pour être proches du pouvoir. La coupure d'Internet et l'arrestation des principaux leaders des partis d'opposition.

Irak : 10 ans après l'invasion étasunienne

10/10/2013 - En cette 10ème "année-anniversaire" de l'invasion américaine en Irak, les ONG recensent au moins 6000 morts depuis le début de l'année. Le niveau de violence de la guerre civile des années 2005-2008. Le conflit syrien voisin ne fait qu'aggraver les choses. Les attentats sont quasi-quotidiens, plus de 1000 en juillet, 800 en août, 1000 en septembre, déjà 229 depuis le début du mois d'octobre, chaque jour la liste s'allonge. Des attentats à l'aveugle contre des marchés, des cafés, des mosquées, des stades de football, contre des funérailles, contre des malheureux pèlerins chiites... L'attentat du 29 septembre à Erbil, capitale de la région kurde, peut faire craindre l'ouverture d'un nouveau front. Les opposants irakiens du camp d'Ashraf sont des victimes collatérales en quelque sorte, des Américains qui ont abandonné le camp, sachant qu'ils les livraient aux Irakiens et la communauté internationale est responsable de n'en avoir accueilli qu'une poignée.

Vote : Pour la directive prévoyant des études d'impact environnemental pour les grands projets d'infrastructures

10/10/2013 - Le Parlement européen a adopté le 9 octobre un projet de directive qui a fait l'objet de beaucoup d'attention de la part des grandes entreprises comme des ONG environnementales : la directive sur les Études d'Impact Environnemental (EIE). Avec ce texte, de grands projets publics comme privés (construction de ponts, de ports, d'autoroutes, décharges de déchets, élevages intensifs de poulets ou de porcs...) devraient faire l'objet d'études d'impacts environnementales avant leur réalisation. Les activités d'exploration et d'extraction de gaz de schiste sont notamment concernées par cette réglementation. On ne peut que s'en féliciter au regard des résultats désastreux constatés aux États-Unis y compris parce que leur interdiction n'est pas réglée au niveau de l'UE.

Municipales À Paris, le PCF choisit la gauche unie

Fin du suspense : au terme de débats difficiles et soumis aux pressions de l'extérieur, les communistes parisiens se sont prononcés pour reconduire les contours de la majorité sortante.

Conclusion d'une séquence aussi stimulante qu'éprouvante pour les communistes parisiens. Dimanche, est tombé le résultat de la consultation organisée par la fédération de Paris du PCF sur la stratégie qu'ils suivront pour les élections municipales. Verdict : à 57%, les communistes ont choisi que leurs candidats figureraient au premier tour sur des listes de rassemblement avec le Parti socialiste conduites par Anne Hidalgo. Un résultat incontestable, mais un peu plus serré que celui obtenu dix jours plus tôt en conseil départemental, où les dirigeants de la fédération avaient validé cette stratégie à 67%.

Selon leur secrétaire départemental, Igor Zamichiei, ce fut pour les communistes parisiens « un choix difficile à faire ». L'écart restreint entre les deux propositions en témoigne : 670 voix pour des listes PS-PCF, contre 500 pour des listes autonomes du Front de gauche. Tout comme les résultats qui s'inversent d'une section à l'autre : dans les 10e, 11e (90%) et 20e arrondissements (80%), la stratégie d'alliance arrive largement en tête, quand c'est l'option d'une liste avec le Parti de gauche (PG) qui l'emporte dans le 13e (80%) et le 18e (70%). Dans le 19e, seule une voix donne de l'avance à la liste Front de gauche.

« Nous ne réduisons pas le Front de gauche à une stratégie d'autonomie », a estimé Igor Zamichiei, dimanche, au soir du dépouillement. « Nous avons des objectifs, les camarades ont estimé que c'était le meilleur choix pour y parvenir. » Un choix qui garantit aux communistes l'indépendance : pour leur chef de file, Ian Brossat, « en 2008, les communistes ont été élus sur une liste d'union. Cela ne nous a pas empêchés de mener l'offensive contre l'austérité et de voter parfois différemment du PS ».

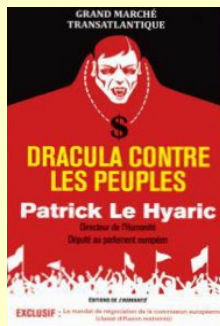
Les positions du PCF renforcées « L'accord de répartition des places éligibles avec le PS parisien prend en compte de manière significative la progression de notre influence électorale dans la capitale », avait estimé le PCF Paris. De fait, alors que le Parti compte aujourd'hui huit conseillers de Paris (sans compter les deux élus du Parti de gauche, eux aussi membres du groupe Front de gauche au Conseil de Paris), les communistes devraient, dans la future mandature, être au moins 13 à siéger en cas de victoire de la gauche. Leur influence devrait également croître dans les arrondissements où le nombre total de conseillers PCF devrait passer, selon l'accord, de 22 à 32, toujours en cas de victoire de la gauche à Paris.

« N'exagérons pas nos divergences »

Sébastien Jolis était, lui, en accord avec la majorité de la section du 13e dont il est le secrétaire : pour une liste Front de gauche indépendante du PS. Il notait, au lendemain du scrutin, « de l'amertume » parmi les militants : « Ils demandent tous à ce que l'on se revoie très vite pour parler de la situation. » Il continue : « Au dernier congrès, nous avons choisi la continuation et le renforcement du Front de gauche. On a du mal à comprendre que l'on n'applique pas cela à Paris. »

Pour Igor Zamichiei, « le débat s'est déroulé dans de très bonnes conditions à l'intérieur du PCF ». C'est plutôt de l'extérieur que venaient les pressions, notamment du Parti de gauche qui avait lancé un ultimatum en déclarant qu'un accord avec le PS placerait à l'avenir le PCF hors du Front de gauche. « Ils ne nous ont pas aidés, estime Sébastien Jolis. On a quand même douté que les dirigeants du PG souhaitaient un accord. » Le responsable des communistes du 13e dit quand même espérer « que l'avenir du Front de gauche n'est pas remis en cause. Même si, pendant six mois, on militera séparément avec le PG alors que l'on a pris l'habitude de toujours travailler ensemble ». Ian Brossat a appelé, dimanche soir, à « ne pas lier l'avenir du Front de gauche à la situation d'une ville ». Dans le Journal du dimanche, il se faisait plus clair : « N'exagérons pas nos divergences, car nous nous retrouverons tous ensemble au second tour. »

Adrien Rouchaleou



A LIRE : Nouveau livre de Patrick Le Hyaric " DRACULA CONTRE LES PEUPLES "

Pourquoi surnommer « Dracula » le projet de « grand marché transatlantique » entre les États-Unis et l'Union européenne (UE) ? Parce que, à l'image de Dracula, il « n'aime pas la lumière ! ». Exposé au grand jour, un vampire périt.

Voici le livre qui révèle en exclusivité le texte sur lequel la Commission européenne négocie, depuis le 6 juillet dernier, avec le gouvernement des USA, dans le secret absolu, la création d'un « marché unique transatlantique ».

La Commission européenne et le gouvernement refusent de mettre ce texte à disposition du grand public.

Dans ce livre, il est décrypté, disséqué, pour mieux en comprendre les enjeux :

- D'où vient ce projet ? Qui est à la manœuvre ?
- Au service de qui ?

Le PCF ouvre le débat pour « refonder l'Europe »

La convention sur l'Europe, le 16 novembre, aura pour tâche de proposer un projet européen du PCF réactualisé

Une épaisse contribution au projet communiste pour « refonder l'Europe » a été soumise aux membres du Conseil national du PCF, réunis hier (6/10). Un document préparatoire à la convention sur ce thème convoquée le 16 novembre prochain, en vue de la campagne pour les élections au Parlement européen du 25 mai 2014. Des travaux qui s'inscrivent dans le cadre de « la décision du dernier Congrès de poursuivre le travail d'élaboration du projet communiste », a indiqué à ce propos Patrick Le Hyaric, directeur de l'Humanité et député au Parlement européen, qui en a fait la présentation.

Ce premier document, qui « répertorie les questions les plus importantes pour leur apporter des projets de réponses », sera soumis à la discussion comme « appel à contributions » dans la préparation de la Convention sur l'Europe, en vue de l'adoption d'un « projet européen du PCF » réactualisé, et soumis au Conseil national au lendemain de la Convention.

Le titre du document situe immédiatement le « sens fort » de l'ambition proposée, selon Patrick Le Hyaric : « Refonder l'Europe », un « enjeu de classe extrêmement important », souligne le député communiste. Après une première partie sur le sens général des propositions avancées, le texte se découpe en « dix-huit questions » retenues par ses auteurs, et qui introduisent « des éléments en rupture avec les fondements de classe de l'actuelle Union européenne », a indiqué Patrick Le Hyaric.

En tête de ces questions, vient celle de la construction d'une Europe « réellement démocratique », suivie de celle de « l'Europe sociale » et des « rapports de solidarité » à établir dans l'Union européenne et au-delà. « Nous sommes internationalistes, nous avons besoin de solidarités européennes nouvelles, nous montrons ainsi quelle serait le visage d'une Europe refondée », en mettant en avant « un concept nouveau : celui de peuples libres et associés », argumente Patrick Le Hyaric.

Le texte poursuit en montrant quelle pourrait être la voie pour une émancipation de l'Union européenne de l'emprise des marchés financiers, via la transformation du statut et du rôle de la Banque centrale européenne, la mise en échec de la négociation sur l'établissement du grand marché transatlantique, mais aussi en dénonçant les impasses que constitue la fausse solution d'une sortie de l'euro, le document rejetant cette voie pour lui préférer la transformation de l'actuelle monnaie unique pour la mettre au service des peuples.

La vérité sur le coût du capital

Vous l'entendez à longueur de journée, en France, le travail coûterait trop cher et la compétitivité des entreprises serait plombée par les charges sociales, c'est à dire les cotisations qui financent la protection sociale. Conclusion, il faudrait d'urgence réduire nos dépenses de santé, augmenter la durée de cotisations pour les retraites, baisser les pensions et minimas sociaux, accepter des salaires plus faibles, voter de nouvelles exonérations pour les entreprises, etc. Pourtant, ce qui pèse sur l'efficacité des entreprises, ce sont moins les cotisations sociales (157,9 milliards €) que les charges financières qui sont prélevées sur elles (298,9 milliards €), c'est à dire les dividendes versés aux actionnaires et les intérêts d'emprunts bancaires. Ce qui pèse sur notre économie, c'est le coût du capital, pas le travail. Un tabou que le Parti communiste français entend lever en menant une campagne vérité sur le véritable coût du capital dans ce pays.

C'est urgent. Cette politique en faveur du capital a conduit à la crise généralisée. Depuis 30 ans, c'est **10 % de la richesse créée qui est passée des poches des salariés à celle des banquiers et des patrons**. Le résultat, on le connaît : des salaires qui stagnent, une demande qui s'effondre, la récession et au bout, un chômage massif. Aujourd'hui, le pays compte **5 millions de chômeurs**, soit 20 % de la population active. Des millions de familles précarisées, qui ne peuvent plus ni se loger, se soigner, élever leurs enfants dignement, faute de bons salaires et de services publics...

DES ENTREPRISES DÉRESPONSABILISÉES

Car d'allègement de charges sociales (30 milliards en 2013), en exonérations fiscales, les entreprises sont progressivement déresponsabilisées. La pression fiscale est transférée sur les ménages. Et cela va encore s'aggraver, dès janvier prochain, avec l'augmentation de la TVA. Pourtant, grâce aux services publics et à la protection sociale, **les entreprises profitent d'une main d'œuvre hautement qualifiée et efficace** (la productivité des salariés français est parmi la plus élevée au monde) et d'infrastructures publiques performantes. Il y a urgence à ce qu'elles contribuent au bien commun, via les cotisations sociales et une fiscalité appropriée.

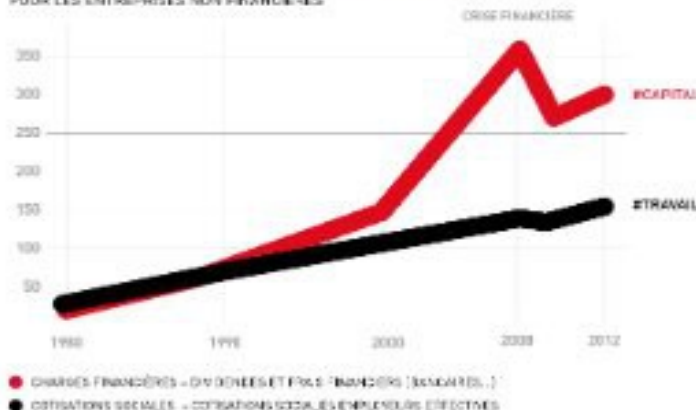
PRESSION SUR LES SALAIRES

Contrairement aux idées reçues, les salaires ne sont pas un handicap pour la productivité. Au contraire. D'abord, il faut savoir que le **coût horaire du travail dans l'industrie en France est légèrement inférieur à celui observé en Allemagne** : de l'ordre de 33 euros de l'heure.

Ce ne sont donc pas les salaires qui font la différence, mais bel et bien la qualité des rapports banques/entreprises, la recherche-développement, la formation, l'investissement efficace dans l'appareil productif. Or, en France, les **entreprises redistribuent plus de 50 % de leurs bénéfices aux actionnaires** : autant l'argent qui ne financera ni la recherche, ni l'appareil productif !

ÉVOLUTION DES COTISATIONS SOCIALES ET CHARGES FINANCIÈRES

POUR LES ENTREPRISES NON FINANCIÈRES



SOURCE : INSEE - Comptes de la France 2012 (L. 3, 4, 5 et 6, 11, 12)

CHIFFRES CLÉS

Cotisations sociales des entreprises 158 Milliards €	Charges financières des entreprises* 299 Milliards €
Investissement matériel des entreprises 197 Milliards €	Exonérations fiscales et sociales en 2013 200 Milliards € environ

* Intérêts bancaires et financiers + dividendes



PRESSION SUR LES SALARIÉS

En fait, pour accroître leurs marges, c'est bien sur les salariés que les entreprises exercent leur pression :

- **Pression sur les salaires** et le pouvoir d'achat qui a stagné, voire régressé, alors même que les gros patrimoines progressent de plus de 5% par an.
- **Pressions sur les salariés** qui, au nom d'une rentabilité toujours plus grande, provoquent dépressions, maladies, parfois le suicide. En France, on compte près de 700.000 accidents du travail chaque année, avec parfois de terribles séquelles. 700 salariés en mourront cette année encore ! Qui en parle ?
- **Chantage à l'emploi** : pour s'assurer la docilité des salariés par la peur ou pour maximiser les profits boursiers, les grands groupes n'hésitent pas à rayer de la carte des milliers d'emplois, avec des conséquences terribles pour les familles, les territoires.

Cette course sans fin à la rentabilité financière produit des dégâts sociaux terrifiants. Qui doit les réparer ?

QUEL COÛT POUR LA PLANÈTE ?

Qui évaluera également le coût du capital sur l'environnement, sur la **biodiversité** et le **réchauffement climatique** ?

Il faut le dire, le pillage systématique des ressources naturelles, les **délocalisations** et la mondialisation sans aucune règle des échanges commerciaux, ont des conséquences sociales et environnementales incalculables.

Il faut changer de logique !

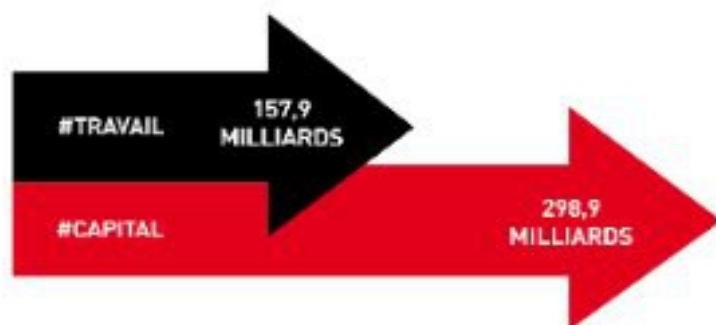
SE LIBÉRER DU CAPITAL, ÉCONOMISER SUR LES PROFITS !

Il faut d'urgence **réduire le coût du capital pour développer l'Humain d'abord**. Le développement des capacités humaines passe par plus et mieux de services publics :

- la création d'une **sécurité sociale de l'emploi** et la formation pour développer les salaires et l'emploi ;
- développer et **promouvoir la protection sociale**, notamment la retraite à 60 ans, à taux plein ;
- investir massivement dans l'éducation et la recherche

PART DES COTISATIONS SOCIALES ET CHARGES FINANCIÈRES

POUR LES ENTREPRISES NON FINANCIÈRES



- CHARGES FINANCIÈRES – DIVIDENDES ET FRAIS FINANCIERS (BANCAIRES...)
- COTISATIONS SOCIALES – COTISATIONS SOCIALES EMPLOYEURS EFFECTIVES

SOURCE : Insee - Comptes de la France 2012 (publié en mai 2013)

RÉUSSIR L'ALTERNATIVE

Un tel changement est possible. D'abord, l'argent existe, la France n'a jamais été aussi riche. Ensuite, il est possible de peser sur le comportement des entreprises :

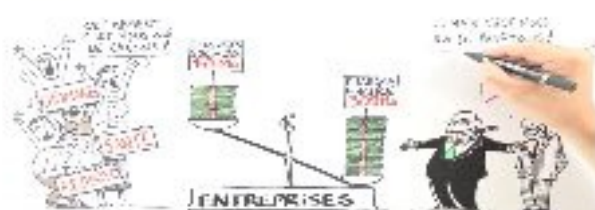
- en donnant **du pouvoir aux salariés dans l'entreprise**, là où se crée la richesse ;
- en exigeant de favoriser par le **crédit et l'impôt** les entreprises écologiquement, socialement performantes et qui créent de l'emploi.

Pour les communistes et le Front de gauche, il y a urgence pour une campagne de vérité sur le coût du capital. Nous appelons à un grand débat pluraliste, à la télévision et partout en France, pour ouvrir les livres de compte, dénoncer les mensonges, et construire l'alternative pour une efficacité au service de tous.

POUR ALLER PLUS LOIN

La vidéo « On leur fait un dessin »

<http://www.pcf.fr/dessin>



L'argumentaire détaillé <http://www.pcf.fr/coutduK>

AUX ACTES CITOYENS!

JE REJOINS LE PCF

Nom :

Prénom :

Adresse :

E-mail :

Tél. :

L'Humanité et l'Humanité Dimanche sont en grand danger.

Dès maintenant, faites un don en ligne.

<https://www.donspep.caissedesdepots.fr/?journal=huma>



Une loi de finances inacceptable en l'état

<http://www.humanite.fr/politique/une-loi-de-finances-inacceptable-en-l-etat-551232>

À l'ouverture du débat à l'Assemblée nationale sur le projet de budget pour 2014, hier, les parlementaires PCF-Front de gauche préviennent qu'«en l'état actuel, ils voteront contre».

«C'est un très mauvais budget, une révolution fiscale est urgente», s'est exclamé Nicolas Sansu, député PCF-Front de gauche, lors d'une conférence de presse, hier matin, aux côtés de son collègue Gaby Charroux, tous deux membres de la commission des Finances, et de la sénatrice communiste Marie-France Beauvils, alors que l'Assemblée nationale débutait en fin de soirée l'examen du projet de loi de finances pour 2014. Et le député de montrer que ce budget, qui «approfondira la récession et l'austérité», accentue «la pression fiscale sur les ménages» au seul «bénéfice des entreprises».

10 milliards d'impôts nouveaux

Pour lui, deux chiffres en témoignent: «La contribution des entreprises passe de 53 à 36 milliards d'euros mais les ménages devront supporter 10 milliards d'impôts et de taxes nouveaux, notamment celles liées à l'augmentation de la TVA.» Le tout se faisant au détriment des services publics, avec «la baisse drastique de la dépense publique» de 15 milliards d'euros en 2014. Ce qui amène Gaby Charroux à en dénoncer les conséquences sur «les collectivités territoriales qui développent des services publics de proximité et réalisent 75% des investissements publics dans notre pays». Pour Nicolas Sansu, «il faut en finir avec les dogmes libéraux». Et d'annoncer, dans le cadre de la discussion parlementaire, des amendements des élus PCF-Front de gauche pour inverser la tendance du budget.

La faiblesse des ambitions gouvernementales

Le député communiste prône ainsi «l'élargissement de l'assiette de l'impôt sur les revenus vers le haut avec neuf tranches» contre cinq aujourd'hui, la mise en place d'«un impôt progressif sur les sociétés» pour en finir avec une situation où les petites et moyennes entreprises (PME) payent proportionnellement plus d'impôts que les grands groupes, ainsi qu'avec «l'optimisation fiscale sans contrôle pour les entreprises qui permet à nombre d'entre elles d'échapper partiellement ou totalement à l'impôt».

Nicolas Sansu propose à l'inverse «de récupérer tout ou partie des 60 à 80 milliards d'euros liés à la fraude et à l'évasion fiscale», le député critiquant, en ce domaine aussi, la faiblesse des ambitions du gouvernement qui se fixe comme objectif de récupérer seulement deux milliards d'euros.

Alors que d'aucuns, surtout à droite, dénoncent un matraquage fiscal pour que les plus riches contribuables préservent leurs privilèges, Marie-France Beauvils en appelle «à réhabiliter le rôle de l'impôt, d'un impôt justement réparti». À l'heure où commence le débat budgétaire au Parlement, les élus des groupes communistes et républicains à l'Assemblée nationale et au Sénat préviennent: «Dans l'état actuel, nous voterons contre ce budget.» Tout en confiant qu'ils ne sont guère optimistes sur la capacité d'écoute du gouvernement dans la discussion budgétaire. Un tel vote de la part des élus PCF-Front de gauche serait alors une première depuis l'élection d'une majorité PS-Verts à l'Assemblée nationale, l'an dernier.

Max Staat

De beaux succès pour les communistes luxembourgeois aux élections communales

Le Comité central du Parti communiste du Luxembourg (KPL) est fier de vous informer que notre parti a remporté un succès important dans les élections municipales qui ont eu lieu à Luxembourg, le dimanche 9 octobre 2011. Le KPL, qui avait l'habitude d'avoir plusieurs députés au niveau national et au niveau communal entre 1945 et 1999, est maintenant de retour dans les conseils communaux dans trois communes ouvrières traditionnelles du sud du pays

Notre parti a présenté des listes communistes dans 4 communes ouvrières ainsi que dans la capitale. Ces listes ouvertes étaient menées par des camarades expérimentés du KPL. De plus, nous avons accepté des non membres du parti de presque toutes les couches de la société, qui avaient déclaré être prêts à représenter les idées de notre programme électoral. Notre campagne électorale a été concentrée dans les communes du sud. Pratiquement tous les membres du parti et tous les candidats du KPL avaient été mobilisés pour distribuer des tracts et pour discuter avec les gens à nos stands électoraux.

Enfin, nous avons réalisé de très bons résultats dans trois communes et nous avons pu augmenter le nombre de voix pour l'ensemble de nos listes. Dans la deuxième commune du Luxembourg - Esch-sur-Alzette - nous avons obtenu 5,25% - ce qui signifie 1,29% de plus qu'en 2005. Notre camarade Zénon Bernard, membre du Comité exécutif, a été élu au conseil communal. En Differdange - la troisième commune du Luxembourg, où notre parti a été fondé en Janvier 1921, le KPL a obtenu 4,84% (+ 0,83 %), et le président du KPL, le camarade Ali Ruckert a été élu conseiller communal..

Dans la commune de Rumelange, anciennement une commune minière, notre liste a obtenu un résultat de 9,29 pour cent (+ 3,04), et le camarade Edes Peiffer, membre de la Commission de contrôle du CC du KPL, a été élu.

A Luxembourg-ville, la capitale, le KPL a obtenu 1,45% (+ 0,31%), et à Sanem, nous avons obtenu 2,9% (+ 0,21 %).

Il est particulièrement important de souligner que ce développement positif a été obtenu sur la base d'un programme électoral clairement formulé comme communiste, qui contient une analyse marxiste-léniniste de la situation d'aujourd'hui. De plus, nous avons été le seul parti politique qui a pris une position claire sur le lien qui existe entre la politique des partis bourgeois au pouvoir, menée à tous les niveaux : au niveau de l'UE, du Parlement national et des conseils communaux.. Nous avons clairement indiqué que la crise de l'euro, de l'Union européenne et du système capitaliste ne peut pas être résolue par des réformes plus ou moins importantes, mais seulement par l'abolition du capitalisme. Le KPL se présentait comme une alternative aux conservateurs et aux sociaux-démocrates qui gouvernent ainsi qu'aux verts, aux libéraux et à la soi-disant «gauche».